

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/3487
8 janvier 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Onzième session
Point 67 de l'ordre du jour

QUESTION EXAMINEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DEUXIEME SESSION
EXTRAORDINAIRE D'URGENCE, DU 4 AU 10 NOVEMBRE 1956

Argentine, Belgique, Canada, Chili, Colombie, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Irlande, Italie, Japon, Libéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, République Dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Suède, Thaïlande, Turquie :
projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant les résolutions qu'elle a déjà adoptées au sujet du problème hongrois,

Réaffirmant les objectifs qui y sont énoncés et les préoccupations que cette question ne cesse de causer aux Nations Unies,

Ayant reçu le rapport du Secrétaire général en date du 5 janvier 1957 (A/3485),

Désireuse de faire en sorte que l'Assemblée générale et tous les Etats Membres des Nations Unies possèdent des renseignements aussi complets et exacts que possible au sujet de la situation créée par l'intervention de l'Union des Républiques socialistes soviétiques dans les affaires intérieures de la Hongrie, par l'emploi de la force armée et d'autres moyens, ainsi que sur l'évolution de la situation touchant les recommandations adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet,

1. Crée à cette fin un Comité spécial composé des représentants de _____, _____, _____ et _____, qui sera chargé d'enquêter et d'établir et maintenir un système d'observation directe en Hongrie et ailleurs et, à cette fin, de recueillir des témoignages, de réunir des preuves et d'obtenir des renseignements, selon qu'il sera besoin, afin de communiquer ses constatations

à l'Assemblée générale, à sa présente session, et, par la suite, d'établir de temps à autre des rapports supplémentaires pour l'information des Etats Membres des Nations Unies, et de l'Assemblée générale si elle est en session;

2. Demande à l'Union des Républiques socialistes soviétiques et à la Hongrie de coopérer à tous égards avec le Comité et en particulier d'autoriser le Comité et son personnel à entrer en territoire hongrois et à y circuler librement;

3. Prie tous les Etats Membres d'aider le Comité dans l'accomplissement de sa tâche par tous les moyens appropriés, en lui fournissant les renseignements pertinents, y compris les témoignages et les preuves qu'ils peuvent avoir en leur possession, et en l'aidant à obtenir ces renseignements;

4. Invite le Secrétaire général à fournir au Comité toute l'assistance et toutes les facilités voulues;

5. Demande aux Etats Membres de donner suite sans tarder à la présente résolution de l'Assemblée générale et à celles qu'elle a déjà adoptées au sujet du problème hongrois;

6. Prie de nouveau le Secrétaire général de continuer à prendre toute initiative qu'il jugera utile en ce qui concerne le problème hongrois, conformément aux principes de la Charte et aux résolutions de l'Assemblée générale.
